L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 28 DECEMBRE 1847.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 1 rue de Chartres, et No. 13 rue du Camp
NOUVELLE-ORLEANS
MARDI, 28 DECEMBRE 1847.

Les deux premières semaines de la session n'ont point été fertiles en discussions intéressantes, et cela n'a rien de surprenant; il faut s'organiser, se reconnaître, s'entendre, se préparer, ce n'est point l'affaire d'un jour. Pour ceux qui suivent à distance les scènes parlementaires et qui ne peuvent pas saisir à l'avance la couleur à laquelle obéissent les hommes les plus influents, le Congrès, à l'heure qu'il est, n'offre en effet qu'incertitude et confusion. Autour de quelques noms se rallient la majorité et l'opposition; mais ce n'est encore qu'une apparence. L'esprit de guerre et de conquête l'emportera-t-il sur les vues de pacification? La majorité du parti qui se prononcera-t-elle pour la paix à tout prix? Et de son côté la majorité démocratique tendra-t-elle vigoureusement par pour l'abandon complet du Mexique conséquence presque nécessaire de l'attitude prise par l'Exécutif? Autant, pour arriver plus tôt à une solution, la prudence de laisser dormir ce levain de discorde qui fermente à l'intérieur, la question de la guerre? Tous ces sujets si graves, si pleins d'émotion et d'danger, sont encore enveloppés dans les nuages, et c'est à peine si quelques hommes politiques en devinent la portée. Ce n'est pas que la discussion manque; elle est même très active, très animée, mais elle roule sans doute par terre. Qui n'a l'honneur de la rédiger?

Trois manifestations formelles ont eu lieu jusqu'à ce jour, deux au Sénat, l'une par M. Calhoun, de New-York, l'autre par M. Calhoun, la troisième à la Chambre par l'organe de M. J. E. Holmes de la Caroline du Sud. On comprend que ces deux dernières doivent être empreintes du même esprit. Nous avons donné hier les résolutions de l'illustre sénateur de la Caroline du Sud; et on a pu s'en convaincre à la brièveté qu'elles semblent avoir affectée, à quel point on ne saisissait bien la pensée de leur auteur. Il n'est point favorable à la guerre de conquête, voilà tout ce qu'en ressort clairement à nos yeux; le reste est un mystère. Quant aux résolutions de M. Holmes, elles sont loin de posséder la même concision; elles sont enveloppées, ainsi qu'on va le voir, dans une phraséologie diffuse, ainsi qu'on va le juger, par la traduction que nous en donnons.

Attendu que notre confédération a été formée et semble une union parfaite et développant la liberté générale et le bonheur de tous ceux qui sont chargés de conduire le gouvernement de la nation de manière à maintenir l'honneur et l'égalité de ses droits parmi les puissances de la terre, et que, pour atteindre ces objets importants, il est essentiel de préserver l'équilibre entre les différentes parties de notre système fédéral, et de maintenir inviolablement les nouveaux territoires qui sont maintenant sous la juridiction du gouvernement fédéral, et dans lesquels ils ont droit d'établir leurs institutions domestiques, de la manière qu'ils jugeront la plus propre à leur bonheur; et attendu que plusieurs villes et régions ont souffert, et sont encore exposées à souffrir, de l'établissement d'un système de douanes qui, en imposant des droits élevés sur les importations, a pour but et pour effet de protéger certaines branches particulières de l'industrie aux dépens de toutes les autres, et de forcer ainsi une portion du peuple à payer les profits exorbitants d'une autre portion, contrairement à l'esprit et aux principes sur lesquels notre union a été fondée; et attendu que le système actuel de droits, établi par l'acte du 30 juillet 1846, a produit, dans toutes les parties de la confédération, les résultats qu'on devait en attendre, savoir: un accroissement considérable des importations de marchandises étrangères, et une diminution correspondante dans la production de nos propres manufactures, avec la perte de travail et de salaires qui en est la conséquence inévitable, et qui, si on ne leur applique un remède, doit produire encore une plus grande détresse parmi les classes laborieuses de la société; et attendu que, dans un gouvernement libre, où le pouvoir réside dans le peuple, il est du devoir de chaque citoyen d'exprimer librement son opinion sur les mesures du gouvernement, et de chercher, par la discussion et par l'échange de vues, à arriver à la vérité, et à faire prévaloir les principes et les mesures qu'il croit devoir conduire le plus sûrement au bien-être et à la prospérité de la confédération, et que, en conséquence, il est du droit et du devoir du peuple de Caroline du Sud, et de ses représentants, de protester contre les mesures de douanes établies par l'acte du 30 juillet 1846, comme étant inconstitutionnelles, inégales, oppressives, et contraires à l'esprit et aux principes sur lesquels notre union a été fondée, et à la fin pour lesquelles elle a été établie; et attendu que, dans l'opinion de cette législature, la doctrine, si souvent mise en avant, que le pouvoir de lever des droits implique celui de protéger, est une fausse interprétation de la constitution, qui ne donne au gouvernement fédéral que le pouvoir de lever des droits nécessaires à l'économie et à la bonne administration du gouvernement, et que, lorsque les droits sont levés dans le but de protéger, ils sont levés sur un principe inconstitutionnel et injuste, et que, lorsque le produit excède les besoins économiques du gouvernement, il devient une source de corruption, et expose le gouvernement à être entraîné dans des dépenses extravagantes et dangereuses, et à devenir un instrument entre les mains du parti au pouvoir pour s'assurer la prospérité des États-Unis, en proportion de leur richesse et de leur population, et que, en conséquence, il est du devoir du gouvernement fédéral de limiter ses dépenses aux besoins économiques du gouvernement, et de ne lever des droits que pour ces besoins économiques, et de ne pas accumuler un trésor public